

■ Faire le pari de l'innovation 2 000 initiatives écologiques

Le Monde Vendredi 9 mai 2014

Olivier De Schutter

Professeur à l'Université catholique
de Louvain (Belgique)

Les partisans de l'Union européenne (UE) n'imaginent pas pour elle d'autre avenir que celui de devenir un Etat fédéral. Or, qu'on l'appelle de ses vœux ou qu'on le redoute, ce scénario n'est plus aujourd'hui le plus plausible. Et il n'est pas le seul que l'on puisse promouvoir.

De nombreux mouvements sociaux et une société civile de plus en plus mobilisée attendent de l'Europe autre chose. « Indignados », « Occupy », transitionnistes, ils inventent de nouvelles manières de protester et de nouvelles manières de pratiquer la politique. Non pas simplement en manifestant, en « pétitionnant » ou en votant ; mais en réinventant des manières de se déplacer, de consommer, de travailler ou de s'alimenter.

La transition sociale et écologique, ils ne se contentent pas de la souhaiter, en comparant les programmes des partis : ils la font. Ils misent moins sur les innovations technologiques que sur les innovations sociales. Ils investissent moins d'énergie à chercher à influencer le contenu des réglementations qu'à mettre en œuvre des nouvelles pratiques qui peuvent transformer les normes sociales.

De nombreuses municipalités s'inscrivent dans ce mouvement, en encourageant des partenariats entre citoyens, entreprises et autorités publiques, afin d'ouvrir les voies de la transition.

La ville de Totnes, en Angleterre, a lancé en 2006 le mouvement des « villes en transition », qui a fait largement école depuis. En Irlande, le bourg de Cloughjordan s'est défini comme « écovillage » depuis 1999 et soutient ses habitants dans leur volonté de développer des modes de vie à faible impact écologique, par exemple par des logements conçus pour un meilleur rendement énergétique ou par le développement de chaînes alimentaires courtes. Copenhague, Fribourg, et beaucoup d'autres villes à travers l'UE, ont adopté des plans de développement durable et redessinent les systèmes de transport, les circuits alimentaires, ou le traitement des

déchets, afin de réduire leur empreinte écologique.

Un rapport publié en 2013 par l'Association européenne pour l'information sur le développement local (AEIDL) recense 2 000 initiatives de cette sorte à travers treize Etats de l'Union européenne ; un « cadre de référence pour les villes durables » (Reference Framework for Sustainable Cities) intègre plus de soixante villes à travers vingt-trois Etats de l'Union européenne, qui ont en commun de vouloir appuyer cette transition.

D'autres indicateurs existent

En même temps qu'elles inventent des modes de vie durables, ces initiatives appellent aussi à une nouvelle grammaire du pouvoir. L'UE peut s'y inscrire. Cela signifie d'abord réinterroger son approche macroéconomique, tout entière focalisée aujourd'hui sur le contrôle des déficits publics afin, à terme, de favoriser une croissance mesurée en augmentation du PIB. On a suffisamment dénoncé que la généralisation des politiques d'austérité était un obstacle à la croissance même que l'on prétend rechercher. On a peut-être insuffisamment souligné que la recherche de modes de vie durables passe par la définition d'autres indicateurs de prospérité ; que la transition écologique appelle des investissements massifs, notamment en soutien d'initiatives locales, qui ne peuvent pas être assimilées à des « dépenses » dans l'évaluation des budgets publics.

Le grand combat d'aujourd'hui oppose les partisans de l'orthodoxie budgétaire aux dénonciateurs de l'austérité. Mais ces deux camps ont en commun une même illusion : confondant bien-être matériel et bonheur, ils oublient que notre modèle actuel de la croissance infinie est, du point de vue de la pression sur les ressources comme du point de vue de la capacité de la planète à absorber les déchets, dans une impasse. ■

Olivier De Schutter
est le rapporteur spécial
des Nations unies sur le droit
à l'alimentation. Il réunit
une conférence à Bruxelles,
les 8 et 9 mai, où sera débattue
la contribution de l'Union
européenne à la transition
écologique et sociale